



Sénégal
Luxembourg

COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT

Janvier 2018





Contenu

04	SÉNÉGAL, VUE D'ENSEMBLE
06	STRATÉGIES & PRINCIPES
07	COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE AU SÉNÉGAL
08	CHIFFRES
09	ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION AU SÉNÉGAL
12	4 ^E PROGRAMME INDICATIF DE COOPÉRATION
13	COOPÉRATION BILATÉRALE
15	COOPÉRATION MULTILATÉRALE
18	COOPÉRATION RÉGIONALE
24	COOPÉRATION AVEC LES ONG
24	APPUI AUX PROGRAMMES
25	ACTION HUMANITAIRE
26	SECTEUR PRIVÉ
27	CONTACTS

Sénégal, vue d'ensemble



162 / 188

Indice de développement humain

15 411 614

Population

79

Sources d'eau
potable améliorées
(% y ayant accès)

48

Installations
d'assainissement
améliorées (% y ayant accès)

2 567 USD
PIB/habitant (PPA)

2,9 %

Taux d'accroissement de la population

3,6

Croissance de la
population urbaine
(% annuel)

0,6

Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)

47 / 1000
Mortalité infantile

67

Espérance de vie
à la naissance

4,8

Enfants/femme

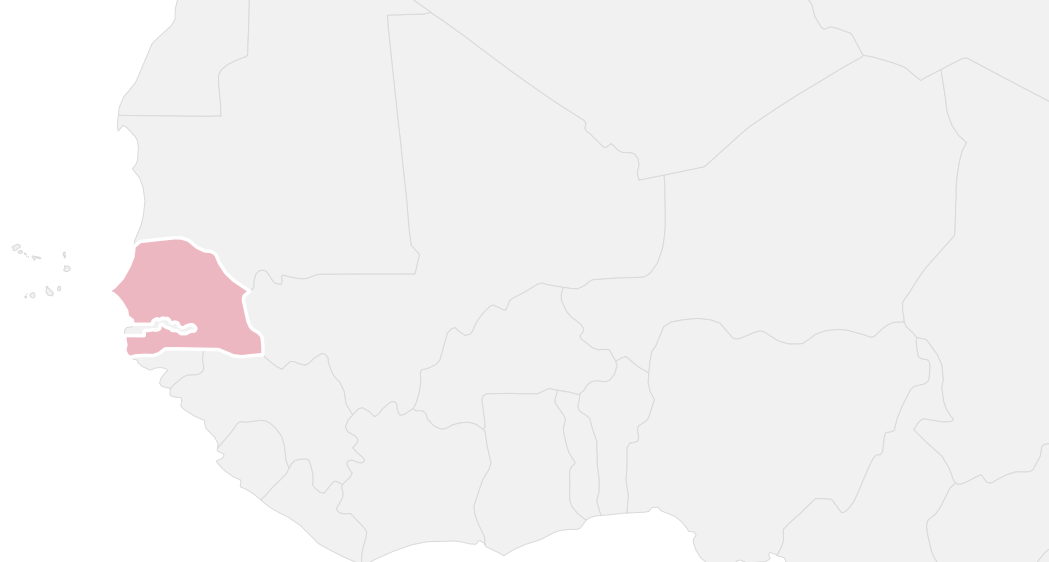
77 ‰

Taux de fertilité
chez les adolescents

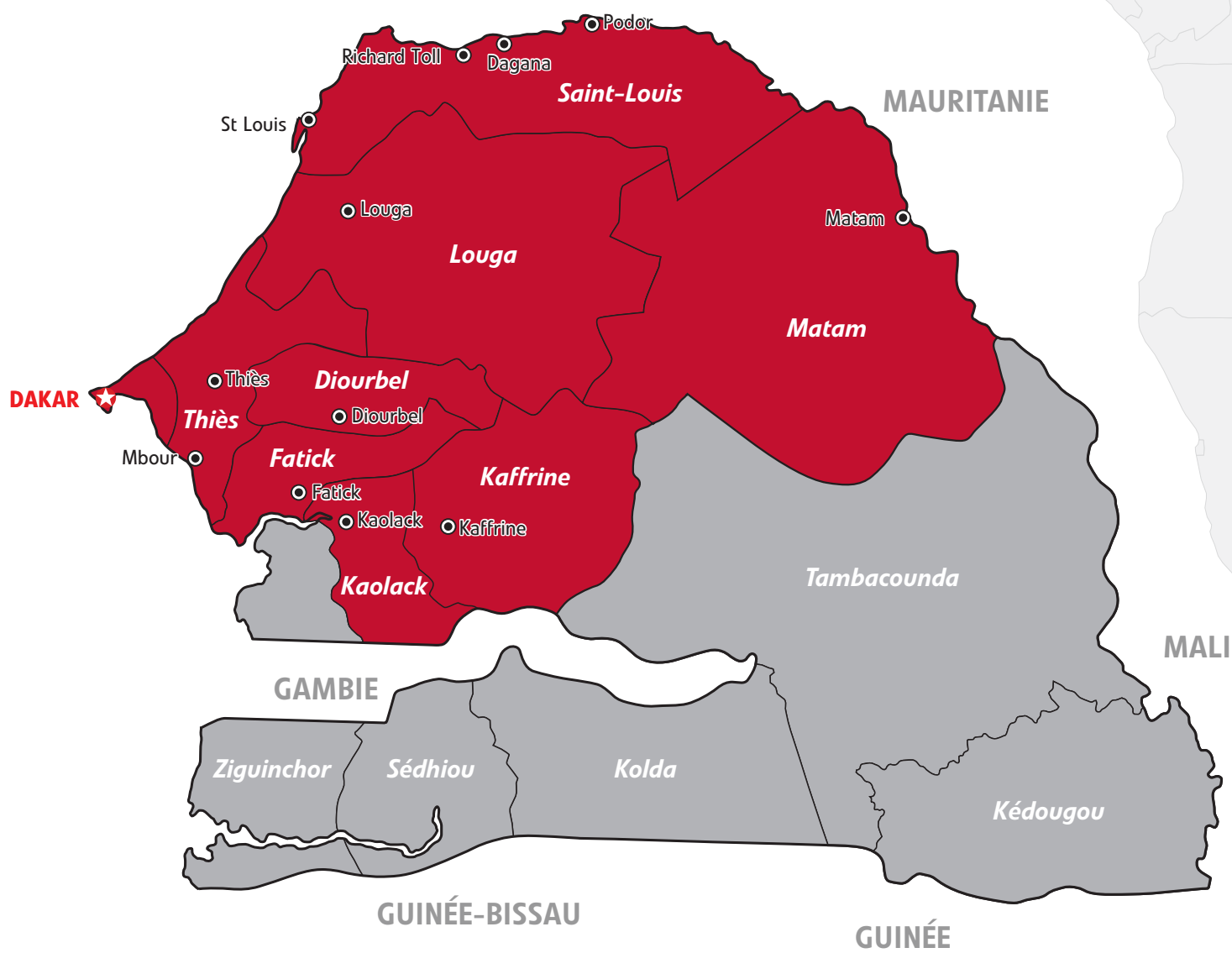
49,6
Inscription à l'école secondaire (% brut)

196 710 km²

Superficie



- Régions d'intervention de la Coopération luxembourgeoise
- ★ Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, Sénégal



La Coopération luxembourgeoise au développement : **stratégies & principes**



OBJECTIF

La Coopération luxembourgeoise se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté.







ACTIONS




Les actions de la Coopération luxembourgeoise se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux. Elles s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs de développement durable.

SECTEURS

Les principaux secteurs d'intervention sont dans le domaine social :

-  Accès à l'eau et à l'assainissement
-  Éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelle
-  Santé
-  Développement local

THÉMATIQUES TRANSVERSALES

-  Genre
-  Gouvernance
-  Environnement et changement climatique

CONCENTRATION DE L'AIDE POUR MAXIMISER SON IMPACT

- nombre restreint de pays partenaires ;
- concentration sectorielle ;
- esprit de partenariat pour la définition des Programmes indicatifs de Coopération (PIC).
→ le tout s'inscrivant dans un esprit de l'efficacité du développement.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

- depuis 2009, le Luxembourg consacre 1 % de son RNB à l'aide publique au développement ;
- entièrement basée sur des dons et à caractère non-liée ;
- mise en œuvre, selon une approche de partenariats, par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les ONG et de l'appui aux programmes ;
- comprend un volet d'action humanitaire qui se décline par : l'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires/naturelles et à des conflits violents, la transition, la prévention et résilience.

La Coopération luxembourgeoise au Sénégal

Établissement des premières relations de coopération au développement entre le Luxembourg et le Sénégal.

1987

Signature d'un Accord général de Coopération définissant les relations de coopération entre le Luxembourg et le Sénégal.

1993

Le Sénégal accède au statut de pays partenaire privilégié de la Coopération luxembourgeoise.

4 mars
1998

Signature du 1^{er} Programme indicatif de Coopération (PIC I 2002-2006) doté d'une enveloppe indicative de 34,5 millions EUR.

2001

Ouverture de la mission de Coopération du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar.

Avril
2002

Signature du 2^e Programme indicatif de Coopération (PIC II 2007-2011) doté d'une enveloppe indicative de 53,3 millions EUR.

2007

Élévation de la mission de Coopération au statut d'Ambassade.

Janvier
2007

Signature du 3^e Programme indicatif de Coopération (PIC III 2012-2016) doté d'une enveloppe indicative de 67,9 millions EUR.

Octobre
2011

Prolongation du PIC III jusqu'à fin 2017.

15
novembre
2016

Janvier
2018

Signature du 4^e Programme indicatif de Coopération (PIC IV 2018-2022) doté d'une enveloppe indicative de 65 millions EUR.

Secteurs prioritaires



Enseignement technique, Formation & insertion professionnelle



Santé de base, y compris la santé reproductive



Décentralisation, gouvernance locale et éducation citoyenne



Hydraulique, eau et assainissement

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Code	Titre	Exécution	Secteur	Budget total EUR
2013-2017	SEN/027	Programme santé de base des trois régions du Nord du Sénégal	LuxDev	Santé	14 490 353
2013-2017	SEN/028	Programme d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion	LuxDev	Éducation	21 640 622
2013-2017	SEN/029	Programme de développement territorial, décentralisation et bonne gouvernance locale	LuxDev	Gouvernance	8 430 095
2013-2017	SEN/030	Programme d'appui à l'exécution nationale	LuxDev	Divers	8 176 565
2018-2022	SEN/031	Santé et protection sociale	LuxDev	Santé	26 000 000
2018-2022	SEN/032	Formation professionnelle et technique et employabilité	LuxDev	Formation professionnelle et technique	26 000 000
2016-2018		Étude pour l'établissement d'une infrastructure de gestion de clés au bénéfice de l'ADIE	Luxtrust	TIC	225 000

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Secteur	Budget total EUR
2018-2022	Capter le dividende démographique	FNUAP	Santé et protection sociale	5 000 000
2018-2022	Employabilité	BIT	Formation et insertion professionnelles	5 000 000
2013-2018	Promotion du développement économique local à Louga	ONUDI	Décentralisation et développement local	690 000
2013-2018	Développement des systèmes productifs locaux et insertion des sortants de la formation professionnelle et technique dans les régions nord et centre du Sénégal	ONUDI	Enseignement technique et formation professionnelle	1 065 000
2013-2018	Équité du genre dans la gouvernance locale (GELD)	ONUFEMMES	Décentralisation et développement local	1 190 000
2017-2018	Soutien à l'alimentation scolaire au Sénégal	PAM	Sécurité alimentaire	500 000

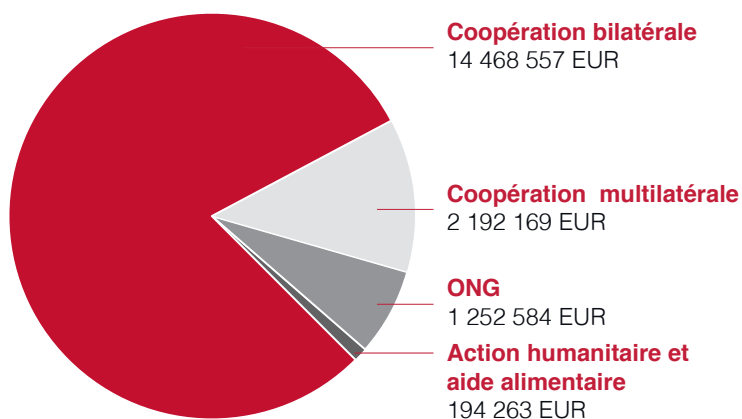
3. Coopération régionale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total EUR
2013-2018	Partenariat UE-LU-OMS sur la couverture sanitaire universelle	UE-LU-OMS	13 000 000
2018-2020	Gestion d'urgence et de sécurité sanitaire des aliments	FAO	950 000
2016-2020	FEVE III - Lutte contre le VIH/Sida	ENDA Santé	5 338 148
2013-2017	Convention ENDA Tiers Monde	ENDA Tiers Monde	4 115 723
2010-2018	AXIS	Union africaine	300 000
2017-2022	Centre d'assistance technique dans le domaine du renforcement des capacités de gestion macro-économique	FMI/AFRITAC Ouest	5 000 000
2016-2018	Formations dans le domaine bancaire et financier en Afrique de l'Ouest auprès de la BCEAO	House of Training/ATTF	300 000
2013-2018	Initiative pour la réforme et le renforcement du secteur financier (FIRST)	Banque mondiale	2 700 000
2017-2018	Lutte contre le financement du terrorisme	ONUDC	422 101
2014-2018	Appui aux institutions de microfinance	ADA	567 000

4. ONG

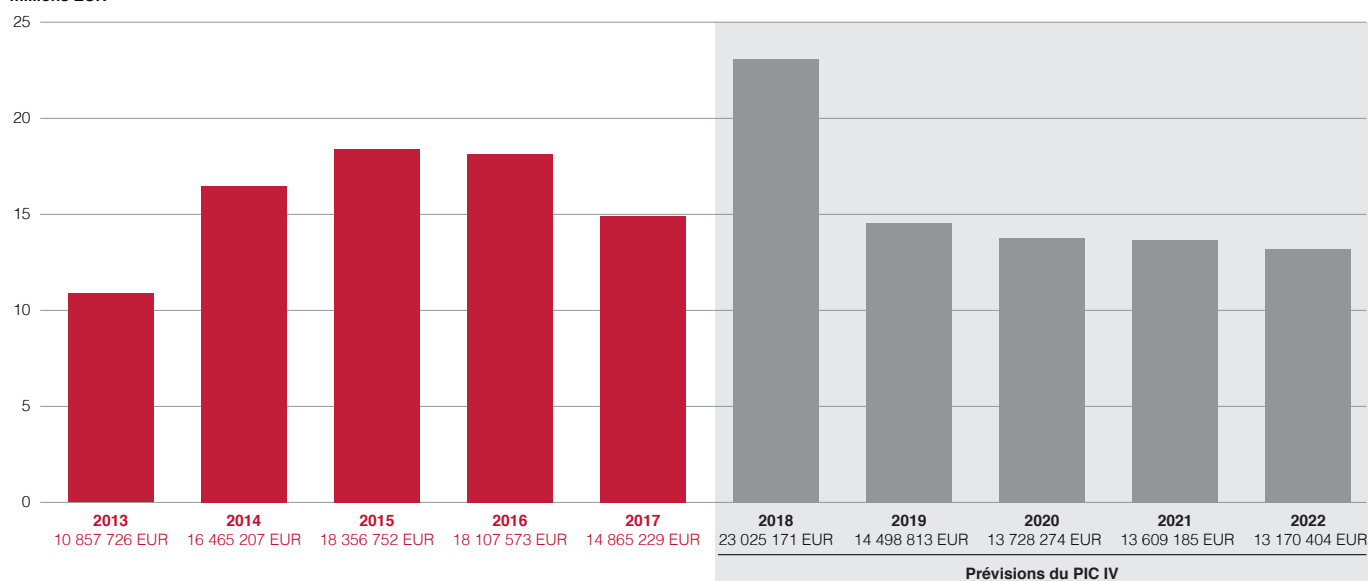
Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2017-2019	Accord-cadre - 8 projets visant à améliorer la résilience des populations dans les situations précaires	Croix-Rouge	747 056
2017-2019	Accord-cadre - 1 projet visant la prévention, protection et réhabilitation d'enfants vulnérables ou en situation de prostitution	ECPAT	205 600
2018-2022	Accord-cadre - 9 projets visant à assurer la souveraineté alimentaire et l'autonomie économique des communautés locales, ainsi que la défense de leurs droits humains	Frères des Hommes	84 266
2018-2021	Accord-cadre - 24 projets visant à contribuer à la réalisation du droit à l'éducation pour tous les enfants à travers la mise en place d'un environnement éducatif inclusif et propice à l'épanouissement personnel	Guiden a Scouten	778 513
2018-2022	Accord-cadre - 1 projet visant l'inclusion socio-professionnelle des personnes handicapées	Handicap International Luxembourg	880 000
2017-2019	Accord-cadre - 3 projets visant à permettre une plus grande égalité des chances d'avenir pour tous les enfants	PADEM	466 192
2018-2020	Accord-cadre - 12 projets visant à améliorer l'accès à la santé de base et la prévention de maladies	Pharmaciens sans Frontières	401 773
2017-2021	Accord-cadre - 5 projets visant le développement familial et communautaire en faveur de la protection de l'enfant	SOS Villages d'Enfants Monde	1 594 000

2016



Évolution de la mise en œuvre

millions EUR







Le 4^e Programme indicatif de Coopération (PIC IV)

2018 - 2022

Lors de la 13^e Commission de partenariat, tenue le 26 octobre 2017 à Luxembourg, le Sénégal et le Luxembourg ont procédé à la validation politique du 4^e Programme indicatif de Coopération (PIC IV). Sa signature formelle est prévue lors de la visite officielle au Sénégal de S.A.R. le Grand-Duc en janvier 2018. Doté d'une enveloppe indicative de 65 millions EUR et mis en œuvre sur une période de cinq ans (2018 – 2022), l'objectif global du PIC IV sera d'appuyer le gouvernement sénégalais dans ses efforts visant à réduire, voire éradiquer à terme, la pauvreté, selon une approche de développement inclusive et durable.

Par rapport au PIC précédent, le PIC IV est marqué par un renforcement de sa concentration sectorielle désormais ciblée sur deux principaux secteurs :

- la santé et la protection sociale ; et
- la formation professionnelle et technique et l'employabilité.

Ces deux secteurs sont dédiés aux services sociaux de base, appuyés de longue date par la Coopération luxembourgeoise.

Le PIC IV se caractérise par la montée en puissance de l'approche-programme et de l'appui à l'exécution nationale (introduites dans le cadre du PIC III) sous forme d'une modalité d'aide innovante dénommée « aide budgétisée ». Cette dernière sera poursuivie dans le cadre du PIC IV, sous une forme optimisée et simplifiée et avec un important volet de renforcement de capacités et de mitigation des risques.

Conformément à la *Addis Tax Initiative*, signée par le Sénégal et le Luxembourg en 2015, le Luxembourg renoncera à l'exonération fiscale pour plus de 90 % de ses interventions bilatérales, afin de promouvoir la mobilisation accrue et l'utilisation plus efficace de ressources nationales internes. Les dimensions du genre et de l'environnement/changement climatique seront systématiquement intégrées dans les interventions du PIC IV. Une attention particulière sera également accordée à l'implication accrue du secteur privé et à la promotion de la société civile, notamment via la participation et le contrôle citoyen dans la gestion des affaires locales.

Le PIC IV comprendra finalement un Fonds d'études d'assistance technique et d'innovation dans le but d'encourager des coopérations pluridisciplinaires et multi-acteurs favorisant notamment la coopération Sud-Sud et triangulaire, en ligne avec les priorités du partenariat entre le Luxembourg et le Sénégal.

Santé et Protection sociale

2018 - 2022

En ligne avec l'Objectif de développement durable 3 qui vise à « permettre à tous de vivre en bonne santé et à promouvoir le bien-être de tous à tout âge », et en continuation des interventions de la Coopération luxembourgeoise en matière de santé et de protection sociale au Sénégal, le programme SEN/031 du PIC IV a pour ambition de renforcer le système de santé et de protection sociale, dans le but d'améliorer l'accès des populations, en particulier les plus vulnérables, à des services et soins de santé de base de qualité, efficaces et équitables.

Les résultats escomptés du PIC IV en appui aux priorités du Plan Sénégal émergent (PSE) seront alignés, dans la mesure du possible, sur les objectifs de la stratégie de programmation conjointe de l'UE au Sénégal (2018-2023), validée par le gouvernement du Sénégal, l'Union européenne et ses États membres. De manière spécifique, les inter-

ventions du PIC IV en matière de santé et de protection sociale viseront à contribuer à l'atteinte des objectifs ci-après :

- améliorer l'accès des populations des zones d'intervention aux services de santé de base et à l'action sociale ;
- améliorer l'accès égalitaire et équitable des femmes en âge de procréer et des femmes enceintes à des services et des soins de qualité ;
- réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles ;
- permettre aux populations, y compris les indigents et les personnes vulnérables, de bénéficier d'une couverture du risque maladie à travers les mutuelles de santé.

Contribution indicative de la
Coopération luxembourgeoise :
26 000 000 EUR

Formation professionnelle et technique et employabilité

2018 - 2022

En ligne avec l'Objectif de développement durable 4 qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », et en consolidation des interventions en matière de formation professionnelle délivrées dans le cadre du PIC précédent, le programme SEN/032 du PIC IV a pour ambition de renforcer le système de formation professionnelle et technique, d'apprentissage et d'artisanat dans le but de promouvoir une offre de formation et un système d'accompagnement accessibles, attractifs, performants et adaptés aux besoins de l'économie afin d'améliorer l'employabilité et l'insertion socio-professionnelle des jeunes.

Les résultats escomptés du PIC IV en appui aux priorités du PSE sont alignés, dans la mesure du possible, sur les objectifs de la stratégie de programmation conjointe de l'UE au Sénégal (2018-2023), validée par le gouvernement du Sénégal, l'UE et ses États membres. De manière spécifique, dans les zones de concentration opérationnelles ciblées, les interventions du PIC IV en matière de formation professionnelle et technique et de l'employabilité viseront à contribuer à l'atteinte des objectifs ci-après :

- renforcer durablement l'accès équitable à la formation professionnelle et technique formelle et non formelle ;
- développer une offre de formation professionnelle et technique, diversifiée et adaptée aux besoins de l'économie, avec un focus spécifique sur l'égalité d'accès et la satisfaction des besoins des jeunes et des femmes ;
- améliorer la gouvernance du système de formation professionnelle et technique, en s'appuyant prioritairement sur l'autonomisation progressive de la gestion des centres de formation et l'émergence de partenariats public-privé ;
- promouvoir l'insertion socio-professionnelle des jeunes issus des systèmes formel et informel, à travers l'amélioration du dispositif, des stratégies et des outils nationaux.

Contribution indicative de la
Coopération luxembourgeoise :
26 000 000 EUR

COOPÉRATION MULTILATÉRALE

Le Sénégal et le Luxembourg reconnaissent la contribution importante de la coopération multilatérale et les opportunités de complémentarité des actions multilatérales et bilatérales dans le PIC IV en allouant une enveloppe indicative de

10 millions EUR à des interventions soutenues techniquement par les agences du système des Nations unies en appui aux deux axes thématiques du PIC. Les bonnes pratiques du PIC III seront systématiquement capitalisées.

Santé et protection sociale

2018 - 2022

En complément au volet bilatéral, un programme multilatéral sera développé par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), avec pour objectif principal d'accompagner le Sénégal à capturer le dividende démographique. L'accent sera mis sur l'aspect santé sexuelle et reproductive du dividende démographique, tout en

recherchant des synergies avec les aspects liés à l'éducation et à la formation et à la gouvernance territoriale.

Contribution indicative de la
Coopération luxembourgeoise :
5 000 000 EUR

Formation professionnelle et technique et employabilité

2018 - 2022

En complément au volet bilatéral, un programme multilatéral sera développé par le Bureau international du travail (BIT), avec pour objectif de favoriser une bonne adéquation entre l'offre de formation et le marché de l'emploi et en privilégiant systématiquement l'utilisation des systèmes nationaux. En lien avec l'axe « Santé et protection

sociale » du PIC IV, le BIT prendra également en compte le volet protection sociale des travailleurs.

Contribution indicative de la
Coopération luxembourgeoise :
5 000 000 EUR

ONUDI - Promotion du développement économique local à Louga



2013 - 2018

L'intervention de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) vise à contribuer à la création d'une dynamique locale de développement portée par les organisations professionnelles de la région de Louga. La finalité de cette intervention est d'accroître le

recours des organisations professionnelles aux mécanismes existants de financement d'infrastructures et de soutien à l'économie locale.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
690 000 EUR

ONUDI - Développement des systèmes productifs locaux et insertion des sortants de la formation professionnelle et technique dans les régions nord et centre du Sénégal



2013 - 2018

Ce projet de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) vise à renforcer les capacités des cellules d'appui à l'insertion pour la préparation des jeunes à la création d'une PME-PMI. L'ONUDI assure l'accompagnement technologique et technique des jeunes créateurs d'entreprises. À cette fin, l'ONUDI est en train de former 240 enseignants à la conception de fiches techniques et au conseil à l'implantation de PME. Par le soutien à l'immer-

sion des jeunes en milieu professionnel, l'ONUDI a, lors du PIC II (2007-2011), contribué à améliorer les connaissances du monde de l'entreprise et à raffermir les vocations professionnelles. Ce projet vise à consolider cet acquis par le soutien au développement de la « fonction transit » et des stages d'imprégnation en milieu productif.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
1 065 000 EUR

ONUFEMMES

Équité du genre dans la gouvernance locale (GELD)



2013 - 2018

Le projet GELD est conduit par l'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONUFEMMES). Il s'insère dans le cadre du volet décentralisation du PIC III et vise à contribuer à la réduction de la pauvreté dans les 58 collectivités locales de la région de Louga à travers une gouvernance locale sensible au genre. Ce projet a pour objectif que les collectivités locales de la région de Louga disposent des compétences et des mécanismes nécessaires pour la planification et la budgétisation sensible au genre et que les organisations féminines soient renforcées et disposent, par conséquent, d'outils et de moyens favorables à l'autonomisation des femmes. Afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles, il est essentiel de mener des actions de synergie et de développer des partenariats avec tous les acteurs.

Parmi les initiatives de partenariat, il convient de souligner les travaux menés pour rendre disponible une stratégie de développement économique local des collectivités locales de la région de Louga ; initiative portée par un programme en concertation avec l'Agence régionale de développement (ARD) de Louga et l'ONUDI (partenaire PIC III).

Ce projet compte de nombreuses initiatives en faveur de la mise en œuvre de budgets participatifs dans 105 collectivités locales, conduites en partenariat avec ENDA ECOPOP, le Mouvement citoyen (partenaire LuxDev), le Programme national de développement local et, *Open Society Initiative for West Africa* (OSIWA).

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
1 190 000 EUR

PAM

Soutien à l'alimentation scolaire au Sénégal



2017 - 2018

Le programme « *school feeding* » du Programme alimentaire mondial (PAM) au Sénégal vise à fournir des repas scolaires quotidiens à 210 000 écoliers fréquentant 1105 écoles élémentaires pendant deux années scolaires (2017/2018 et 2018/2019). Ce programme permet aux enfants issus des ménages et des communautés vulnérables de bénéficier de repas scolaires qui présentent de considérables avantages non seulement pour l'enfant, mais aussi pour la collectivité (réduction de la faim, taux de scolarisation plus élevé, rendement scolaire, etc.).

Au sens plus large, ce projet contribue à atteindre les ODD et à garantir des droits universels comme le droit à une alimentation adéquate et le droit à l'éducation. L'intervention du PAM se base sur la synergie entre ses différents programmes (alimentation scolaire, nutrition, développement rural) et entre ses différents partenaires tels que le gouvernement et certaines ONG.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
500 000 EUR

Partenariat UE-LU-OMS sur la couverture sanitaire universelle (CSU)



2013 - 2018

En dehors des projets multi-bi dans le cadre du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme à travers l'OMS et en collaboration avec l'Union européenne, qui couvre ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015 en tant que 6^e pays pour le Luxembourg.

Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques, stratégies et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays et, de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et à favoriser les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux.

La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par trois experts techniques, dont un siégeant dans le bureau sous-régional de l'OMS à Ouagadougou et couvrant le Burkina Faso et le Niger, un deuxième siégeant dans le bureau de l'OMS à Bamako et couvrant le Mali, le Sénégal et le Cabo Verde, et enfin un troisième dans le bureau à Vientiane en charge du Laos.

Au Sénégal, le résultat principal du partenariat a été la signature du COMPACT Santé entre le gouvernement du Sénégal, représenté par le ministère des Finances, de l'Économie et du Plan (MEFP) et le ministère en charge de la Santé (MSAS), et les partenaires techniques et financiers. Le dialogue préalable à cet engagement de soutenir davantage la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire (PNDS) a facilité la révision des cadres de

suivi et d'évaluation du PNDS et le retour du MEFP à la présidence de la revue annuelle conjointe du secteur de la santé, après une absence de plus de cinq ans.

La santé dans toutes les politiques a été identifiée comme une priorité par le Sénégal et la signature du COMPACT a pavé la voie à une collaboration et coordination renforcées entre les différents ministères / secteurs. Ainsi, à travers le dialogue politique dans le secteur de la santé, le MSAS a pu créer un espace d'échange avec les autres départements ministériels pour davantage les impliquer dans la prise en charge des déterminants sociaux de la santé. Ceci a résulté dans la désignation de points focaux au niveau inter-ministériel, qui formés sur les déterminants de la santé, assurent auprès de leur ministères respectifs la promotion d'activités voire de projets à externalité sanitaire.

Les principaux résultats escomptés à ce jour pour le Sénégal sont notamment l'appui à l'élaboration des Comptes nationaux de la santé, l'appui à la tenue de la revue annuelle conjointe nationale, l'appui à la mise en œuvre de la feuille de route de restauration du système d'information sanitaire et le renforcement de la gouvernance hospitalière. Finalement, la gouvernance au niveau régional a été renforcée dans les 14 régions et la décentralisation est un élément essentiel dans les activités du partenariat au Sénégal. Le Sénégal a vu des succès au niveau de la planification, de la décentralisation, du renforcement des capacités et du suivi et de l'évaluation.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise pour le programme régional couvrant les six pays:
13 000 000 EUR

FAO - Gestion d'urgence et de sécurité sanitaire des aliments au Sénégal et au Burkina Faso



2018 - 2020

Au Sénégal, les systèmes de sécurité sanitaire des aliments font face à de nombreux défis et les maladies d'origine alimentaire y sévissent de façon récurrente, pesant ainsi lourdement sur des systèmes de santé déjà fragiles et en déficit de ressources. En consolidant les acquis de la première phase (2015 – 2017), ce nouveau projet de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vise à accompagner le Sénégal dans l'opérationnalisation effective de son Plan national de réponse aux urgences de sécurité sanitaire des aliments (PNRUSSA) et à mettre en œuvre des plans de surveillance élaborés durant la phase précédente. Le projet a

pour objectif principal d'améliorer la protection de la santé humaine, la sécurité alimentaire et la durabilité du commerce des denrées alimentaires dans le but de préserver les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables.

Afin de promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire, le projet visera en outre à favoriser le partage d'expériences en matière de sécurité sanitaire des aliments entre le Sénégal et le Burkina Faso afin de permettre à ce dernier de disposer également d'un plan national de réponse aux urgences sanitaires.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
950 000 EUR

ENDA - Santé – FEVE III



2016 - 2020

Avec l'assistance technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, le réseau international ENDA-Santé, avec siège à Dakar, met en œuvre au Sénégal un projet qui porte sur la lutte contre le Sida. Calqué sur l'initiative 90-90-90 d'ONUSIDA patronnée par le Luxembourg, le programme « Frontières et vulnérabilités au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest (2016 – 2020) » est le

seul à l'échelle sous-régionale qui s'adresse aux populations les plus vulnérables dans les régions frontalières entre désormais neuf pays, à savoir, le Sénégal, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali et le Niger.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
5 338 148 EUR

ENDA - Tiers Monde



2013 - 2017

Le Luxembourg apporte un appui institutionnel au Secrétariat exécutif du réseau international ENDA Tiers Monde. Une attention particulière est attachée au renforcement de capacités avec comme objectif de favoriser la durabilité financière et la consolidation du réseau ENDA Tiers Monde. À cet effet, une assistance technique a entre autres été mise à disposition pour mettre en valeur le patrimoine foncier et immobilier du réseau et pour la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation stratégique qui servira à terme l'ensemble des organisations membres du réseau.

À côté de ces appuis, le Luxembourg a également renforcé son partenariat avec ENDA Tiers Monde pour favoriser une collaboration plus substantielle sur les thématiques de développement. À cet égard, deux conférences sur l'opérationnalisation de l'accord de Paris pour le climat et de l'Agenda 2030 ont été organisées en 2016 à Dakar, afin de valoriser au mieux la richesse de l'expertise thématique du réseau sur les volets social, économique et environnemental.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
4 115 723 EUR

Union africaine – AXIS



2010 - 2018

La Coopération luxembourgeoise, à travers son agence LuxDev, assure le rôle de lead financier du projet « *African Internet Exchange System* » initié par l'Union africaine dans le cadre du fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. Prolongé jusqu'en 2018, le projet AXIS a pour objectif de mettre en place une infrastructure internet robuste à l'échelle du continent africain. Il prévoit ainsi la mise en place de points d'échange internet dans les 33 pays africains qui ne disposent pas encore d'une telle infrastructure et la création de cinq « *regional internet hubs* ». Ce projet per-

mettra ainsi de dégager d'importantes économies – estimées à 300 millions EUR par an – en évitant aux flux internet africains de devoir transiter par des points d'échange situés en dehors de l'Afrique.

C'est dans ce contexte que le Sénégal a franchi une nouvelle étape dans le développement de l'économie numérique en lançant, en août 2017, son propre point d'échange internet.

Budget total: 5 350 000 EUR
Contribution de la Coopération luxembourgeoise
300 000 EUR

FMI – AFRITAC Ouest



2016 - 2022

Depuis 2016, le ministère des Affaires étrangères et européennes et le ministère des Finances appuient le centre régional d'assistance technique du FMI en Afrique de l'Ouest avec une enveloppe totale de 5 millions EUR. L'assistance technique se concentre sur le renforcement des capacités de gestion macro-économique afin de

permettre aux huit pays de l'UEMOA de mettre en œuvre des politiques de stabilité financière et de promotion de la croissance et d'atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
et du ministère des Finances
5 000 000 EUR

Partenariat entre la BCEAO et la House of Training



2016 - 2018

En 2016, la Coopération luxembourgeoise a renouvelé la convention de financement (2016-2018) avec la House of Training/ATTF, visant à apporter une assistance technique à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en matière de formations dans le domaine bancaire et financier. Destinés à des entités publiques et privées, issues des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA), les appuis en formation (p.ex. en gestion des risques bancaires,

audit et contrôle internes) délivrés répondent à des besoins spécifiques exprimés par la BCEAO et qui ne sont pas couverts par leur organisme de formation interne, le Centre ouest-africain de formation et d'études bancaires (COFEB). Délivrés pour l'essentiel à Dakar et dans une moindre mesure dans les pays de la sous-région, neuf cycles de formation ont ainsi été délivrés en 2016.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
300 000 EUR

BANQUE MONDIALE - FIRST



2013 - 2018

Le ministère des Finances fournit un appui à l'initiative « *Financial Sector Reform and Strengthening* » (FIRST) de la Banque mondiale. Il s'agit d'un mécanisme pluri-donateur, pour l'octroi de dons pour la réforme et le renforcement du secteur financier à travers la mise à disposition d'assistance technique à court ou moyen terme afin de promouvoir des systèmes financiers plus solides, efficaces et inclusifs. Parmi les autres pays qui participent à cette initiative lancée en 2002, figurent la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la

Suisse et l'Allemagne. Le Luxembourg contribue à hauteur de 500 000 EUR par an à l'initiative. FIRST étudie actuellement une demande d'appui du Sénégal pour l'élaboration d'une stratégie nationale d'inclusion financière à destination des populations vulnérables et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Contribution du ministère des Finances
2 700 000 EUR

ONUDDC – lutte contre le financement du terrorisme



2017 - 2018

Le Luxembourg finance, à travers le Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité du ministère des Finances, un projet de lutte contre le financement du terrorisme qui porte sur la Côte d'Ivoire et le Sénégal. En 2017, deux ateliers se sont tenus au Sénégal avec la participation de l'Ambassade :

- atelier sur l'enquête et la poursuite des dossiers de financement du terrorisme (août 2017) et ;
- atelier sur les perturbations financières des réseaux terroristes (septembre 2017).

Contribution du ministère des Finances
422 101 EUR



ADA : Appui aux institutions de microfinance

2018

À travers un soutien financier du Luxembourg, ADA, une ONG spécialisée en finance inclusive, fournit un appui au Sénégal, en encourageant l'échange d'expertise et l'innovation par l'inclusion des acteurs du secteur dans des initiatives régionales.

La Confédération des institutions financières de l'Afrique de l'Ouest (CIF) est une initiative collective de six réseaux coopératifs de caisses d'épargne et de crédit (dont PAMECAS au Sénégal) qui a pour mission de leur fournir des leviers techniques et financiers par l'innovation (financière et organisationnelle) et la création d'Unités d'affaires (banque et compagnies d'assurance).

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
172 000 EUR

ADA a proposé également neuf formations techniques, développées par le CGAP pour le renforcement du secteur de la microfinance. Ce réseau de formateurs compte actuellement plus de 150 professionnels certifiés ou en cours de certification, 17 personnes ressources et 17 partenaires institutionnels rayonnant sur 11 pays d'Afrique, dont le Sénégal. Le projet a débuté en 2014, et sera mis en œuvre jusqu'en juin 2018.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
350 000 EUR

ADA et le Centre africain d'études supérieures en gestion (CESAG) ont établi une convention de partenariat pour renforcer les capacités des différents acteurs du secteur de la finance inclusive à travers des formations et des programmes de certification en Afrique francophone. Le CESAG est spécialisé dans la formation, le conseil et la recherche en gestion. Sous la tutelle de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), il abrite également le projet en renforcement des capacités en finance inclusive en milieu rural (PRECAF) initié avec l'appui de *MasterCard Foundation*. Ce partenariat vise à renforcer les capacités d'environ 150 participants en 2018 avec les formations suivantes :

- indicateurs de performance financière et sociale et indicateurs de performance en micro-assurance de Microfact ;
- la stratégie des institutions de microfinance avec le jeu de simulation SIMFI renforçant les capacités en gestion des IMF ;
- la finance agricole : modules conçus par ADA et la FAO ainsi que le PRECAF.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
45 000 EUR

ADA a par ailleurs organisé en novembre 2017 un atelier de finance digital au Sénégal, rassemblant 10 managers d'institutions de microfinance (IMF) d'Afrique de l'Ouest.

Coopération avec les ONG

Tous les projets d'ONG sont cofinancés à travers des accords-cadres avec les associations suivantes: Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise, ECPAT, Frères des Hommes, Guiden a Scouten fir eng Welt, Handicap International Luxembourg, PADEM, Pharmaciens sans Frontières et SOS Villages d'Enfants Monde. Elles mettent actuellement en œuvre 63 projets de développement qui se situent dans les secteurs de la participation démocratique et l'appui à la société civile, le développement rural, la formation de personnel de santé, les soins et services de santé de base, les infrastructures de santé de base, la lutte contre le paludisme, l'éducation sanitaire, la nutrition de base, l'enseignement primaire, l'éducation pour une meilleure qualité

de vie pour les jeunes et les adultes, la formation professionnelle, la formation des enseignants, les services sociaux, l'aide plurisectorielle aux services sociaux de base, le secteur radio, télévision, presse écrite, le logement à coût réduit, l'assainissement (dispositifs de base), la sensibilisation au développement et la politique de l'emploi et gestion administrative.

Le budget total de ces projets est de 6,447 millions EUR. Le taux de cofinancement est de 80 % et l'appui de la Coopération luxembourgeoise à ces projets s'élève ainsi à 5,157 millions EUR

Appui aux Programmes

L'appui aux programmes, financé par le Luxembourg, concerne les opérations, liées au déploiement de ressources humaines au service de la coopération au développement. Il comprend, entre autres, les volontaires, les jeunes experts associés auprès des Nations unies (*Junior Professional Officers*) et les jeunes professionnels auprès de la délégation de l'Union européenne,

les agents de la coopération, les coopérants et assimilés, les stagiaires et les boursiers. Actuellement, au Sénégal, un JPO est affecté au bureau régional de l'ONUSIDA et une jeune experte est en poste à la délégation de l'UE.

L'ONG Aide internationale de la Croix-Rouge emploie un coopérant pour le suivi de ses projets au Sénégal.

Action humanitaire

En 2016, le Luxembourg a alloué 150 000 EUR à la Croix-Rouge luxembourgeoise pour un programme régional de renforcement des capacités en abris d'urgence (*shelter*) dans six pays africains, à savoir au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, au Mali, au Niger et au Sénégal.

Cette même année, le Luxembourg a fait une contribution de 194 262 EUR à la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour alimenter le fonds d'urgence (*Disaster Response Emergency Fund* - DREF) pour une

intervention humanitaire (assistance alimentaire ; distribution de biens de première nécessité ; hygiène, eau et assainissement) mise en œuvre en faveur des populations sinistrées au Sénégal.

En 2016 et en 2017, le Luxembourg a alloué 500 000 EUR au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et au Programme alimentaire mondial (PAM) dans le cadre de ses accords de partenariat stratégique pour les programmes régionaux de l'Afrique de l'Ouest.

Business Partnership Facility

En avril 2016, le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a lancé un nouvel outil, la Business Partnership Facility (BPF), qui vise à encourager le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires dans les pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables. Les secteurs éligibles pour un cofinancement sont le Bio-health, les Technologies de l'information et de la communication, le Fintech et l'Eco-innovation / économie circulaire et la logistique. Dotée d'un million EUR par an, la facilité cible tous les pays en développement, mais les pays où le Luxembourg est présent sont privilégiés. Lors de la pre-

mière année de la BPF, l'intérêt des acteurs privés pour investir et s'engager davantage au Sénégal a été considérable. En effet, en 2017, 50 % des projets soutenus à travers le premier tour de la BPF sont localisés au Sénégal. Dans le domaine du Fintech, des solutions de sécurisation de l'activité du secteur de la microfinance sont développées, alors que dans le secteur de l'Eco-innovation, le Luxembourg soutient une initiative de fabrication de soie végétale. Lors de la deuxième édition de la BPF, en 2017, il a été décidé de soutenir un projet visant la mise en place d'un système de gestion des données des accidents de la route du Sénégal.



Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, Sénégal

Nicole Bintner-Bakshian

Ambassadeur

Nicolas Pierre

Premier secrétaire

Route de l'Aéroport Léopold Sédar Senghor
B.P. 11750
Dakar/Peytavin, SÉNÉGAL

Email: dakar.amb@mae.etat.lu

Tel: (221 -202) 33 869 59 59

Fax: (221 -202) 33 869 59 60

<http://dakar.mae.lu>

Bureau de LuxDev | Dakar

Quentin Bourdeaux

Représentant résident Sénégal

Gülten Aka

Chargée de Programmes

B.P. n°29920
Lot 43, route de l'Aéroport
Yoff Aéroport
Dakar, SÉNÉGAL

Email: office.senegal@luxdev.lu

Tel: (221) 33 869 64 44

Fax: (221) 33 820 60 64

<http://dak.luxdev.lu>

Direction de la coopération au développe- ment et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Charlotte Helminger

Attachée de Légation

Desk Sénégal, Mali

6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: charlotte.helminger@mae.etat.lu

Tel: (352) 2478 2374

Fax: (352) 46 38 42

LuxDev siège

Igor Wajnsztok

Conseiller Programmes

Afrique francophone, Sénégal

10, rue de la Grève
B.P. 2273
L-1022 Luxembourg, LUXEMBOURG

Email: wajnsztok@luxdev.lu

Tel: (352) 29 58 58 253

Fax: (352) 29 58 58 200

NOTES

NOTES

BUREAU
DES
FORMATEURS







Coopération luxembourgeoise



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
*Ministère des Affaires étrangères
et européennes*

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Édité par



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au Développement

en janvier 2018
